



Assemblée générale

Distr. limitée
8 juin 2000
Français
Original: anglais

Vingt-troisième session extraordinaire Comité ad hoc plénier

Projet de rapport

Rapporteur : Mme Mónica **Martínez** (Équateur)

Examen et évaluation des progrès accomplis dans l'application des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

Nouvelles mesures et initiatives visant à surmonter les obstacles à l'application du Programme d'action

Additif

1. Le Comité ad hoc plénier a examiné les paragraphes 7, 18 et 24 du projet de texte de la vingt-troisième session extraordinaire [A/S-23/2/Add.2 (Part II)] à sa ___ séance, le 9 juin 2000.
2. À la même séance, le Comité a approuvé les amendements suivants et recommandé à la session extraordinaire d'adopter les paragraphes amendés :

- a) Le paragraphe 7 a été amendé comme suit :

« Dans certains pays, un certain nombre de facteurs sont venus entraver les efforts déployés pour faire reculer l'analphabétisme chez les femmes et les filles et favoriser leur accès à tous les niveaux et types d'éducation : le manque de volonté politique et de ressources, qui a fait obstacle à l'amélioration des infrastructures éducatives et aux réformes de l'enseignement; la persistance de la discrimination sexuelle et des préjugés sexistes, notamment en ce qui concerne la formation des enseignants; la répartition stéréotypée des rôles et des fonctions dans les écoles, les établissements d'enseignement supérieur et les collectivités; l'absence de structures d'accueil pour les enfants; la pérennité des stéréotypes sexistes dans le matériel pédagogique; et la méconnaissance du lien qui existe entre la présence des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur et le dynamisme du marché du travail. L'éloignement de certaines collectivités et, dans certains cas, l'insuffisance des traitements et des prestations sociales accordés aux enseignants font qu'il leur

est difficile de recruter et de garder des enseignants de métier, ce qui peut avoir un effet préjudiciable sur la qualité de l'enseignement qui y est dispensé. De plus, dans un certain nombre de pays, les obstacles économiques, sociaux et infrastructurels, ainsi que les pratiques discriminatoires traditionnelles, ont contribué à ce que les filles sont moins scolarisées que les garçons et plus nombreuses à abandonner leurs études. Peu de progrès ont été réalisés dans l'élimination de l'analphabétisme, ce qui aggrave l'inégalité des femmes dans les domaines économique, social et politique. Dans certains de ces pays, la conception et l'application inappropriées des politiques d'ajustement structurel ont eu des effets particulièrement néfastes sur le secteur éducatif en entraînant un recul des investissements dans l'infrastructure de l'enseignement. »;

b) Au paragraphe 18, les mots « dans bon nombre de cas » ont été insérés avant les mots « de la Convention », les crochets ont été supprimés et les caractères en gras remplacés par des caractères normaux;

c) Le paragraphe 24 a été amendé comme suit :

« Un certain nombre de politiques et programmes nationaux en matière d'environnement ont pris en compte les sexospécificités. Compte tenu de l'interaction entre l'égalité des sexes, l'élimination de la pauvreté, le développement durable et la protection de l'environnement, les gouvernements ont inclus des activités créatrices de revenus pour les femmes, ainsi qu'une formation à la gestion des ressources naturelles et à la protection de l'environnement dans leurs stratégies de développement. Des projets visent à préserver et à utiliser les connaissances traditionnelles des femmes notamment les connaissances écologiques des femmes autochtones, aux fins de la gestion des ressources naturelles, et de la préservation de la biodiversité. »
